

DEUX-SÈVRES

LA QUESTION DU JOUR

Allez vous suivre Francis Cabrel et vous abonner à une plate-forme de streaming ?

RÉPONSE À LA QUESTION D'HIER
Etes-vous resté fidèle à votre vieux transistor pour écouter la radio ?

| | |
|-----|-----|
| Oui | 62% |
| Non | 38% |

Total des votes : 517

VOTEZ SUR NOTRE SITE
www.courrierdelouest.fr



PHOTO C. SCARINGI

Le père Noël au Futuroscope

Samedi 23 décembre, grâce au père Noël vert, près de 1 000 personnes accompagnées par le Secours populaire vont passer une belle journée de Noël au Futuroscope. Il va accueillir, de 10 à 22 heures, des familles venues de Charente-Maritime, Creuse, Vienne et Haute-Vienne, malheureusement pas des Deux-Sèvres ! On notera la visite, à 15 heures, d'Agnès Buzyn, ministre des Solidarités et de la Santé, qui échangera avec les familles. En 2016, les pères Noël verts ont permis à 180 350 personnes en difficulté de profiter des fêtes de fin d'année en France et dans le monde.



Appel à témoins : Sébastien Dubreuil

La gendarmerie renouvelle son appel à témoins pour Sébastien Dubreuil, 33 ans, qui n'a plus donné signe de vie depuis lundi 18 décembre. Résidant à La Chapelle-Thireuil, il circulait à bord d'une Renault Mégane 3 de couleur beige immatriculée AG-307-TY. Il a été localisé lundi soir vers La Châtaigneraie (Vendée) avant que son téléphone ne soit éteint. Pour toute information ou en cas de découverte, aviser la brigade de gendarmerie de Coulonges-sur-l'Autize au 05 49 06 10 63.

Main dans la main avec le CNRS

35 agriculteurs deux-sévriens ont accepté de participer à une étude sur la réduction d'herbicides et d'engrais azotés.

Laura DIACONO
redac.niort@courrier-ouest.com

Dans une zone de 450 km² allant de Niort à Villiers-en-Bois, 35 agriculteurs ont accepté de participer à une étude du CNRS de Chizé. L'expérimentation vise à diminuer l'usage des herbicides et des engrais en bordure de champs, et à mettre à contribution la biodiversité : les insectes et les mauvaises herbes, aussi appelées adventices dans le jargon botanique. L'objectif ? Voir si les rendements et les revenus des agriculteurs se maintiennent.

« Quoi qu'il arrive, je devrai trouver des solutions dans le futur »

ALAIN SABOUREAU. Agriculteur participant à l'étude.

« Tous les agriculteurs qui participent à l'étude le font sur la base du volontariat », souligne Yoanna Marescot, chargée de mission au CNRS. « Ils ne sont pas rémunérés et acceptent de se soumettre aux conditions de l'étude. » Pour la mener à bien, le CNRS avait besoin de parcelles de blé et de colza. « 45 parcelles, aussi bien conventionnelles que bio, participent à l'étude, certains exploitants faisant à la fois du blé et du colza », développe Yoanna Marescot. « Sur chaque parcelle, on délimite une petite zone en bordure de champ dans laquelle l'agriculteur s'engage à réduire au moins de moitié l'utilisation d'herbicide et d'engrais azotés. Cela peut être en diminuant la dose à chaque passage, ou en ne passant qu'une fois sur deux par rapport au reste de la parcelle. »

Alain Saboureau, producteur de blé et de colza à La Rochénard, a accepté de participer à l'expérimentation. L'homme de 48 ans a repris l'exploitation familiale en 1997. Sur les 135 hectares qu'il possède, deux bandes de 6 mètres de large par 150 de long sont soumises à l'étude.

« L'agriculture évolue en permanence. On a de plus en plus de restrictions. L'Europe ne nous autorise pas à utiliser tous les produits que l'on veut », explique-t-il. « Alors je préfère anticiper car je sais que, quoi qu'il arrive, je devrai trouver des solutions dans le futur. Quand le CNRS m'a contacté, j'ai immédiatement accepté. Je n'aurais pas fait cette expérimentation de ma propre initiative. »

Alain Saboureau admet sans détour qu'il participe à l'étude « surtout pour des raisons économiques. »

« Si je diminue la quantité d'herbicide et d'engrais azoté sur une partie de mon exploitation, mon rendement diminuera peut-être. Mais j'aurai fait des économies en pesticides. Si en définitive l'un compense l'autre et que mon revenu reste le même, c'est parfait. » Il émet toutefois une réserve. « Si j'étendais l'expérimentation à tout le champ, il ne faudrait pas qu'il se retrouve envahi d'adventices. Car plus il y a de plantes, bonnes ou mauvaises, plus elles se partagent les ressources de la terre. C'est comme lorsque vous faites à manger. Pour une même quantité de nourriture, selon que vous soyez trois ou dix, votre portion ne sera pas la même. De la même façon, si les adventices pouvaient de l'énergie à mes cultures, cela poserait problème. Il faut trouver le juste équilibre. »

Pour convaincre 35 agriculteurs de se prêter au jeu, Yoanna Marescot en



La Rochénard, vendredi 15 décembre. Alain Saboureau, agriculteur, participe à l'étude. Il est ici avec Yoanna Marescot, chargée de mission au CNRS.

a contacté 70. « La peur de manquer de temps a souvent été un motif de refus. Il y avait aussi la crainte de ne pas bien faire ou de ne pas être assez rigoureux. »

Les premières conclusions de l'étude seront rendues à l'automne 2018. « Nous communiquerons aux agriculteurs les résultats, obtenus grâce au carottage des sols, à l'étude des

adventices ou au piégeage d'insectes. Nous verrons également avec eux leur perception du protocole », détaille Yoanna Marescot. « Ont-ils été gênés à un moment dans leur activité quoti-

dienne ? Ont-ils eu peur des risques ? L'expérimentation ne pourrait pas se faire sans eux, nous tenons donc à étudier son impact social. »

« Un scénario gagnant-gagnant »



Vincent Bretagnolle est chercheur au CNRS de Chizé. C'est lui qui dirige l'étude, épaulé par Sabrina Gava, de l'INRA de Dijon.

« On part de l'hypothèse qu'en réduisant les intrants sur les bordures de la parcelle, on ne perd pas en terme de rendements, mais on gagne en revenus, car les charges diminuent, explique Vincent Bretagnolle. Autre chose : l'augmentation de la biodiversité serait favorable au rendement dans le reste de la parcelle, soit parce qu'il s'agit de pollinisateurs, soit parce qu'il s'agit de prédateurs pour les ennemis des cultures, comme les pucerons et les limaces. »

« On teste des hypothèses écologique et économique »

Le chercheur poursuit : « On essaye de voir avec les agriculteurs si cette hypothèse à la fois écologique et économique est validée, et dans quel contexte : est-ce que cela dépend de la largeur du champ, de la proximité avec une haie, d'une culture plus qu'une autre ? »

Cet été, l'expérimentation sera étendue à d'autres cultures : le maïs et

le tournesol. L'étude devrait durer trois à cinq ans.

« Notre objectif, c'est d'aider la profession agricole à changer son travail. Si certains sont prêts à faire des efforts et à collaborer, et que nous, on leur apporte notre expertise et notre suivi, c'est un scénario gagnant-gagnant entre l'agriculture et la recherche. »

Vincent Bretagnolle insiste sur le caractère bénévole de l'engagement des agriculteurs : « On n'espère pas qu'ils le feront, mais ils peuvent quitter l'expérimentation à tout moment. C'est libre et non contraignant. En échange, on ne leur accorde pas non plus de compensation financière. »

Une étude similaire avait été menée en 2013-2014 par le chercheur et son équipe, uniquement sur les champs de blé. « Nous nous étions concentrés sur le milieu des parcelles. 30 agriculteurs s'étaient portés volontaires. On était arrivés à la conclusion qu'en baissant les intrants, on arrivait à maintenir le rendement et à augmenter le revenu des exploitants. Ça nous avait aussi convaincus qu'il était tout à fait possible de travailler avec ce type de méthodologie : c'est l'agriculteur qui s'organise, et nous, nous assurons le suivi. »

Publicité



Groupama
la vraie vie s'assure ici

Groupama Centre-Atlantique investit 355 millions d'euros dans l'économie locale

En tant qu'assureur mutualiste, Groupama Centre-Atlantique tient concrètement son engagement de proximité et de solidarité. En injectant 355 millions d'euros* au niveau local, notre caisse régionale poursuit l'effort d'investissement dans l'avenir de ses 10 départements.

Pour les Deux-Sèvres, ce sont près de 63 millions d'euros, qui ont permis de nombreuses opérations de solidarité, de mécénats, de partenariats sportifs et de prévention.

La force de Groupama Centre-Atlantique s'appuie sur un réseau de professionnels répartis dans les 15 agences implantées sur le département. Chaque jour, ils distribuent les offres d'assurances, de banques et de services financiers au bénéfice de plus de 28 000 sociétaires.

*Chiffres 2016

Pour tout renseignement sur les offres et produits de Groupama, rendez-vous dans l'agence la plus proche ou sur groupama.fr.



Jean Pillot
Président de la Fédération des Deux-Sèvres de Groupama Centre-Atlantique